

Etats-Unis, Europe : les sanctions aux mauvais élèves

Quand on écoute les informations, dans un pays comme la France, on a l'impression qu'il y a deux camps, deux sortes de pays, dans le monde : les bons élèves et les mauvais. La France est dans le bon camp, celui qui peut se permettre de mettre des punitions, des sanctions à d'autres pays, les mauvais élèves. Mais qui a décidé des règles qu'il faut respecter ? Et quelles sont ces règles ?

Jusqu'en 1990, c'était simple et clair. Les bons élèves étaient les pays capitalistes, avec un grand chef, les Etats-Unis. La France était dans ce camp. Et de l'autre côté, il y avait le camp de l'URSS, d'où vient la Russie actuelle, et qui se disait non capitaliste. Eux, c'étaient les mauvais élèves : ils ne voulaient pas de certaines règles du capitalisme.

Chez les mauvais élèves, les grandes entreprises devaient appartenir à l'Etat, et jamais à des personnes particulières. Tandis qu'en France, c'était possible. Aujourd'hui, cette loi capitaliste permet à un Bernard Arnault, d'être propriétaire des sociétés Dior, Louis Vuitton, Givenchy, Guerlain, Sephora, Moët et Chandon, etc. Grâce à quoi il a accumulé une richesse personnelle de 200 milliards d'euros.

L'URSS n'existe plus depuis 1990. De son époque, il ne reste que la Corée du Nord ou Cuba. Cuba subit des sanctions depuis 1961, exactement depuis que les plantations de canne à sucre, qui étaient aux mains des Américains, ont été nationalisées.

Mais de nouveaux pays ont eu des sanctions : le Venezuela et l'Iran. Dans les deux pays, le pétrole avait été nationalisé, mais les Etats-Unis avaient réussi à en récupérer leur contrôle. Ils l'ont perdu en Iran en 1979 avec l'arrivée de Khomeiny, et au Venezuela avec Chavez en 1999.

C'est donc simple : ceux qui sont punis par des sanctions sont ceux qui ne s'ouvrent pas assez aux intérêts des grandes puissances capitalistes.

Et qui sont ceux qui décident des punitions ? En numéro un, de très loin, les Etats-Unis d'Amérique. Après eux, l'Europe, grande puissance capitaliste. Avec eux, plus rarement, le Canada, l'Australie, le Japon. Ces pays se prétendent donc les maîtres du monde. Des maîtres qui ne tolèrent qu'une manière de voir le monde, la leur.

En quoi consistent leurs sanctions ? L'Iran s'est vu interdire de vendre son pétrole. Cela lui a fait

perdre 100 milliards de dollars par an, rien que depuis 2018. On lui a interdit d'acheter des matériels pour qu'il puisse raffiner son pétrole. Et on lui interdit d'utiliser le système (SWIFT) qui permet aux banques du monde entier d'échanger des capitaux et de commercer.

Quant à Cuba, la population manque de tout, même de médicaments. Ceux des Etats-Unis, et aussi ceux des autres pays, dont les banques n'osent pas commercer, de peur des sanctions américaines.

A nous, qui vivons en pays capitaliste et parmi ceux qui dominent, on fait croire que les sanctions sont là pour défendre nos belles valeurs, la liberté, la démocratie. Mais en réalité, tout le camp des bons élèves ferme les yeux sur bien des dictatures qui acceptent leurs conditions. Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Vietnam, Maroc, Qatar, Egypte : zéro sanction.

Ces conditions, elles sont très simples : il faut et il suffit d'accepter d'échanger avec les pays capitalistes "librement". C'est que, derrière cette liberté, il y a une inégalité complète. Les pays pauvres sont obligés de payer très cher, pour obtenir les machines et les technologies des pays riches. En échange, ils ne peuvent que donner leurs minerais, leurs produits agricoles ; ou donner à exploiter leurs travailleurs, dans les usines qui viennent délocaliser chez eux.

Une étude a montré que les sanctions, décidées par les Etats-Unis et l'Europe, coûtent cher aux populations : plus de 500 000 décès par an, 28 millions de morts en 50 ans. Avec un grand nombre d'enfants très jeunes. Et tout ceci, souvent sans aucun résultat.

Les dirigeants du monde riche et puissant jouent aux professeurs, qui ont le droit de juger et sanctionner, selon leur morale. Mais c'est d'abord la liberté du capitalisme qu'ils surveillent, comme la prunelle de leurs yeux.

Question : que peuvent penser de nous les populations des pays qui subissent les sanctions, si nous ne dénonçons pas ce système ?

26/04/2026

L'Ouvrier n° 432

Si vous avez apprécié ce numéro, partagez-le il peut y avoir autour de vous un nouveau lecteur possible il lui suffira de nous contacter à louvrier.org pour recevoir nos parutions gratuitement